COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 14 DECEMBRE 2009

Etaient Présents:

M. Michel RAOULT, maire, M. Claude LE TREOU. M. Jean Yves DANNIC, M. Claude LE HENAFF, Mme Michelle CESARE adjoints, Mme Jeanne ROLLAND, M. André LE THOMAS, M. Alain LE FLOCH, Mme Colette LE ROUX, M. Yann LE CALLENEC, M. Anthony MASSET, M. Pascal RIOU, M. Philippe MICHEL, Mme Prescillia OLLIVIER, Mme Anne BERTHELEME M. Jean Yves TOULLELAN, M. Christian HERVE.

M. Michel LE GUEN, secrétaire général.

Absent :

Procurations : M. Arnaud THOMAS à M. Anthony MASSET.

M. Jean François ROUDAUT à M. Michel RAOULT.

Secrétaire : M. Anthony MASSET

Ordre du Jour :

- 0/ Adoption du procès verbal du 30 octobre 2009.
- 1/ Tarifs communaux 2010.
- 2/ Emprunt 150.000 €.
- 3/ Renouvellement des contrats d'assurance.
- 4/ Budget Assainissement : DM 2.
- 5/ CCPG :
 - Comité Agenda 21.
 - Transfert de compétence :
 - . Compétence « Eau Potable ».
 - . L'Artimon à Plouézec (Hébergement touristique).
 - Assainissement « non-collectif » à Plourivo.
- 6/ Motion : l'ADSL pour Tous à Lancerf.

0 - Adoption du procès-verbal du conseil municipal du 30 octobre 2009

Le procès-verbal du conseil municipal du 30 octobre 2009 est adopté à l'unanimité.

1 – Tarifs communaux 2010

Le conseil municipal, par 18 voix pour et 1 voix contre (M. Yann LE CALLENEC) adopte les tarifs suivants pour l'année 2010.

TARIFS COMMUNAUX 2010

DROIT DE PLACE

		2008	2009 et 2010
Occasionnel		28,50	28.50
Hebdomadaire branchement	sans	4,60	4.60
Hebdomadaire branchement	avec	6,60	6.60

CIMETIERE

		2008	2009 et 2010
Concession 30 ans		140,00	145,00
Concession 50 ans		235,00	240,00
Colombarium 15 ans		275,00	280,00
Colombarium 30 ans		550,00	560,00

BUSAGE

	2008	2009 et 2010
Busage (ml)	46,00	46,00
Tête de Buse (unité)	28,00	28,00

SALLE POLYVALENTE

	Plourivotains	Extérieur	Plourivotains	Extérieur	Plourivotains	Extérieur
	2008		2009		2010	
Bal - goûter	145	290	160	290	165	290
Repas midi ou soir	220	400	250	400	260	400
Repas midi et soir	275	550	300	500	310	500
Loto	140	275	150	275	155	275
Théâtre - spectacle	100	150	100	150	105	150
Réunion AG congrès		150		150		150
Salle réunion midi ou soir	110	220	120	220	120	220
Salle réunion midi et soir	140	280	160	280	160	280
Salle réunion sans cuisine		110		110		110
Sonorisation	150	150	150	150	150	150
Caution salle	300	300	300	300	300	300
Caution sono	300	300	300	300	300	300
heure de ménage	30	30	30	30	30	30

2 – Emprunts de 150 000 Euros

Pour financer le programme de travaux de voirie 2009, la commune doit réaliser un emprunt de 150.000 € sur une durée de 20 ans. Suite à une consultation elle a reçu les offres suivantes :

	Taux Fixes	Taux Fixes	Taux Variables	
Banques	Echéances Constantes	Amortissements Constants	Euribor 3 mois+ Marge	Com mission
BCME	Trim : 4,09 % Sem : 4,11 % Annuel: 4,15%	Trim : 4,09 % Sem : 4,11 % Annuel : 4,15 %	Marge :0,67% Euribor:0.72 Soit : 1,39 %	0,10 % Soit : 150 €
Crédit Agricole	Trim : 4,07 % Annuel : 4,15%	Trim : 4,07 % Annuel : 4,15%	Marge:0,60 % Euribor :0,738 Soit : 1;33%	0,00
	Variante : Sur-amortissement 1 ^{ère} année : 3,81%	Variante : Sur-amortissement 1 ^{ère} année : 3,39%	Variantes : MODELAN Euribor 1 an Capé 1% 1 ^{ère} année :3,70% Euribor 1 an Capé 2% 1 ^{ère} année :3,05%	Frais : 150€
DEXIA	Annuel : 4,47 % Possibilité sur- amortissement : 3,91 %.		Echéances Constantes Marge :0,74 % Euribor	Frais : 150 €

La commission des finances propose de retenir l'offre du Crédit Agricole, à échéances constantes, avec une annuité trimestrielle au taux d'intérêt de 4,07 %.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

- décide de contracter auprès du Crédit Agricole, un emprunt de 150.000 € au taux 4, 07%, pour une durée de 20 ans, avec remboursement par annuités trimestrielles à échéances constantes
- autorise le maire à signer le contrat de prêt.

3 – Renouvellement des contrats d'assurance

Pour le renouvellement des contrats d'assurances à compter du 1^{er} janvier 2010, pour une durée de 6 ans, la commune a lancé une consultation. Elle a reçu les propositions suivantes :

Risques assurés	Dommages aux Biens	Flotte Automobile	Responsabilité Civile	Protection Juridique
SMACL Franchise:300 €	3.444,63 €	: 1.297,85 €		
Sans Franchise	4.477,59 €	1.416,96 €	1.683,51 €	561,95 €
Total : 6.987,94 €				
GROUPAMA				
Sans Franchise			1.000,00 €	1.470,00 €
Franchise: 247€ Mais parfois variable	3.473,25 €			
Franchise : 150 €		1.193,30 €		
Franchise: 300€		1.133,63 €		
Franchise : 600 €		1.073,97 €		
Total: 7.076,88 €				

La commission des finances propose de retenir l'offre de la SMACL.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte les propositions de la SMACL et autorise le maire à signer les contrats d'assurance.

4 – Budget assainissement – DM2

Le Conseil municipal, à l'unanimité, vote la décision modificative suivante :

Section d'Investissement

DEPENSES				
Chapitre	16		EMPRUNTS	
	Article	1641	Remboursement de Capital	+ 300,00
Chapitre	23		IMMOBILISATIONS EN COURS	
	Article	2315-10	Travaux Poste de Pont Min	- 300,00
			TOTAL	0,00

Section de Fonctionnement

DEPENSES				
Chapitre	66		CHARGES FINANCIERES	
	Article	6611	Intérêts	+ 3.300,00
Chapitre	022			
	Article	022	Dépenses Imprévues	- 3.300,00
			TOTAL	0,00

5 – Communauté de Communes

a/ Comité Agenda 21.

Le maire explique que la mise en application de l'agenda 21 a des conséquences économiques, environnementales et sociales. A cet effet, un comité Agenda 21 va être créé au sein de la CCPG. Il sera composé de la commission environnement et de 2 membres de chacune des autres commissions, sachant que toutes les communes devront être représentées.

b/ Transfert de Compétence.

- **Compétence « Production et distribution d'Eau Potable ».**

Par arrêté en date du 17 novembre 2009, M. le Préfet des Côtes d'Armor a prononcé la dissolution du Syndicat Intercommunal du Goëlo à compter du 15 décembre 2009 et transféré l'ensemble de l'actif et du passif à la Communauté de Communes Paimpol-Goëlo.

- **L'Artimon à Plouézec (Hébergement Touristique).**

La Communauté de Communes Paimpol-Goëlo a passé un bail emphytéotique de 30 ans avec la Commune de Plourivo pour la mise à disposition de « l'Artimon ». Dans le cadre d'une DSP, la gestion sera confiée à un organisme extérieur.

c/ Assainissement non collectif à Plourivo.

Le service du SPANC a pratiquement terminé le diagnostic de l'assainissement individuel non collectif sur le territoire de la CCPG.

Sur la commune de Plourivo, sur un parc de 1200 logements, les 434 logements concernés par le SPANC ont été contrôlés. Seuls 107 logements, soit 25% du parc ont une installation occasionnant un problème de pollution au milieu naturel et/ou un risque pour la salubrité publique et des travaux souvent importants sont à prévoir.

6 – Motion : ADSL pour tous à Lancerf

« Liberté, Égalité, Fraternité » est la devise de notre République.

Chaque citoyen, où qu'il soit sur le territoire a les mêmes droits et doit bénéficier des mêmes services publics, c'est le principe d'égalité. L'accès à Internet à Haut Débit (ADSL) pour tous, doit répondre à ce principe.

L'État et France Télécom ont en partie répondu à cette exigence, mais aujourd'hui de nombreuses zones du territoire n'y ont toujours pas accès. Lancerf et ses 93 abonnés font partie de ces zones blanches non couvertes par le réseau ADSL de France Télécom.

Pour pallier cette inégalité de traitement, le Conseil Général des Côtes d'Armor a mis en place en 2008 un schéma départemental « Côtes d'Armor Numérique » et promet à chacun le haut débit pour fin 2010. Nous nous félicitons de cette initiative. Lancerf et ses habitants auront ainsi accès au haut-débit.

Le conseil général nous a informé par courrier en 2008 que Lancerf aura accès à l'ADSL en juillet 2010 grâce à la fibre optique et la technologie NRA ZO (Nœud de Raccordement des Abonnés – Zone d'Ombre) de France Télécom. Cette technologie permet des débits élevés et n'émet pas d'ondes magnétiques.

Depuis, le Conseil Général des Côtes d'Armor nous a annoncé que cette solution NRA ZO n'était pas possible à Lancerf, pour des raisons techniques et réglementaires, et qu'il mettrait en place une liaison hertzienne via une antenne Wimax basée sur le pylône TDF à Ploubazlanec.

Outre des problèmes de santé publique que pose l'accumulation d'ondes magnétiques, le système Wimax n'est ni performant, ni évolutif et ne permettra pas une couverture totale de la zone, vallonnée et boisée.

D'autre part, les lignes téléphoniques multiplexées, comme celles de Lancerf, sont techniquement éligibles à l'ADSL grâce à la technologie NRAZO et surtout les réserves réglementaires seront levées au premier janvier 2010.

Il n'y a donc aucune raison pour que les habitants de Lancerf ne bénéficient pas comme les autres citoyens de cet accès à internet haut-débit grâce à une technologie ADSL performante et sans nuisances.

En conséquence,

Le conseil municipal de Plourivo, à l'unanimité, demande expressément au Conseil Général des Côtes d'Armor et à son délégué « Armor-Connectic » de se rapprocher de France Télécom et

de mettre en place comme prévu initialement une liaison ADSL par NRA ZO sur le secteur de Lancerf. Elle répond pleinement aux objectifs du schéma départemental de télécommunications haut débit et aux souhaits des habitants de Lancerf.

Le conseil municipal autorise le maire à transmettre cette délibération au président du conseil général.

Le Maire,

Le Secrétaire,

Les Conseillers,